

Burundi : Nkurunziza fustige le rapport de Transparency International

@rib News, 10/12/2012 â€“ Source XinhuaA l'occasion du lancement lundi de la semaine d'Ã©ducation Ã la JournÃ©e Internationale de lutte contre la corruption au Burundi, le chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza a fustigÃ© le dernier rapport de Transparency International plaÃ§ant le Burundi au 165Ã¨me rang sur les 176 Ã©conomies dans le monde et promet des mesures pour une lutte efficace contre ce flÃ©au. «Ã MÃame si nous faisons des pas de gÃ©ant au niveau rÃ©gional, nous devons savoir que l'indice de perception de la corruption 2012 publiÃ© par Transparency International place notre pays au 165Ã¨me rang sur le plan mondial, et de surcroÃ®t, avec un score inchangÃ© depuis 2011. Cela semble prouver, si ce n'est pas une erreur de calcul, qu'il y aurait eu une interfÃ©rence des sources d'informations sans doute occultes et malveillantes. Dans tous les cas, nous invitons cette Organisation Ã revoir sa copieÃ », a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza.

Il a promis qu'il va continuer sur la vraie dynamique qui a permis, selon lui, de faire un bond en avant depuis une annÃ©e et Ã promis d'autres mesures pour une lutte efficace contre la corruption. Il a citÃ© entre autres la mise en place d'un cadre cohÃ©rent et efficace conforme aux normes internationales en matiÃ¨re de lutte contre la corruption, le rapport des capacitÃ©s opÃ©rationnelles des structures chargÃ©es de la lutte contre la corruption et la rupture avec l'impunitÃ©. Figurent Ã©galement parmi les mesures envisagÃ©es le recouvrement des biens et avoirs d'Ã©trangers ou acquis illicitement, le renforcement du partenariat avec la sociÃ©tÃ© civile et le secteur privÃ© dans la lutte contre la corruption et enfin, l'Ã©ducation, l'information et la sensibilisation des citoyens, des cadres et agents de l'administration publique. Le reprÃ©sentant spÃ©cial du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies au Burundi a apprÃ©ciÃ© positivement la volontÃ© politique et la dÃ©termination du chef de l'Etat burundais dans la lutte contre la corruption et a prodiguÃ© ses conseils. «Ã Au plan Ã©conomique, la lutte contre la corruption requiert au moins trois facteurs essentiels : une responsabilitÃ© au plan macroÃ©conomique basÃ©es sur la transparence financiÃ¨re, tant dans la mobilisation que dans la dÃ©pense des ressources publiques ; la transparence dans les dÃ©cisions visant la rÃ©glementation et la passation des marchÃ©s et enfin, une participation effective de la sociÃ©tÃ© civile et la redevabilitÃ© des agents de l'Etat envers la populationÃ », a indiquÃ© Parfait Onanga Anyanga. Le Burundi est classÃ© par East African Bribery Index 2012 au 2Ã¨me rang des pays les moins corrompus de l'Afrique de l'Est derriÃ¨re le Rwanda et parmi les 10 pays les plus rÃ©formateurs au monde en 2012 par Ease Doing Business. «Ã Nous fondons de grands espoirs dans votre ferme volontÃ© et dans la dÃ©termination du gouvernement burundais pour que les succÃ©s de 2012 se pÃ©rennisent (...). Vous tenez le bon boutÃ », s'est ainsi adressÃ© au prÃ©sident le reprÃ©sentant spÃ©cial du SG des Nations Unies au Burundi.